

Un président introuvable

JACQUES JULLIARD

LE NOUVEL OBSERVATEUR, 7 février 2008

Est-il de droite ou du centre ? Libéral ou dirigiste ? Au milieu de ses initiatives désordonnées, une chatte ne retrouverait pas ses petits. Et le beau programme d'il y a un an fait place à une politique capricieuse du bon plaisir.

IL Y A DEUX choses qui, aujourd'hui, ne vont pas très bien chez le président de la République : premièrement, sa vie privée ; deuxièmement, sa vie publique. La première parce qu'elle va trop vite en affaires, la seconde parce qu'elle ne va pas assez vite. Et surtout parce que le mélange des deux n'est pas très heureux : la superposition des images d'un couple roucoulant, genre amoureux de Peynet, avec le Tchad et le Darfour, les caissières de supermarché et les ouvriers d'Arcelor, suscite un vrai malaise. Tout un chacun va répétant qu'un président a droit de vivre et d'être heureux comme tout le monde mais tout un chacun sait bien que cela n'est pas vrai. Un candidat à la fonction suprême doit se tenir prêt à sacrifier provisoirement sa personne à son personnage. En déclarant qu'il faut de la tenue à la tête de l'Etat, Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel, a exprimé le sentiment général, y compris à droite.

En un mot, Nicolas Sarkozy peut bien continuer d'obséder, il ne séduit plus. La pipolisation de la fonction comporte le risque de voir, lors de ses voyages à l'étranger, le président de la République n'apparaître que sous

les traits du type qui accompagne Carla Bruni. Un peu de raffinement ne ferait pas non plus de mal. La France aime bien Johnny mais elle n'a pas élu un rocker à la tête de l'Etat ; la fréquentation assidue de chanteurs sur le retour, de comiques pétomanes et de politiciens douteux, l'omniprésence de Sardou, Bigard, Laporte ou Balkany fait mauvais genre et la France se sent humiliée.

Tout cela serait pardonné si cette vulgarité affichée, que ne font pas oublier des envolées lyriques un peu creuses et quelques citations d'Edgar Morin, était le prix à payer pour l'efficacité économique et la mise en ordre de l'Etat. Or la vérité est qu'au milieu d'initiatives en tous sens, désordonnées et parfois sans lendemain, une chatte ne retrouverait pas ses petits. On avait cru que la charte du nouveau quinquennat, c'était le programme exposé durant la campagne présidentielle ; puis, celui qui se dégageait de la conférence de presse du 8 janvier ; aujourd'hui, ce qui nous sert de marc de café, c'est le rapport Attali. Or, entre ces trois exposés de politique générale, les différences sont nombreuses et parfois criantes. On ne sait plus où l'on va et, de l'avis d'un bon connaisseur, à bulletins secrets, le président n'aurait plus la majorité dans le groupe parlementaire UMP.

Des exemples ? Il s'en présente en foule à l'esprit. En voici quatre. Ainsi, quant aux institutions, Sarkozy se voulait, entre autres, le restaurateur du parlement, et la commission Balladur oeuvra utilement en ce sens. On ne sait ce qu'il en restera. En attendant, le président vide ces institutions de tout contenu : les ministres, à commencer par le premier d'entre eux, ainsi que le Parlement, sont annihilés, ridiculisés. La conférence de presse du 8 janvier ressemblait à s'y méprendre à un discours d'investiture, sauf

qu'elle se tenait non devant cinq cents députés, mais devant cinq cents journalistes.

En matière d'immigration, qui faut-il croire ? La commission Attali, qui propose, sans être contredite par Sarkozy, d'ouvrir toutes grandes les portes du territoire à la main d'œuvre étrangère, ou les instructions du même Sarkozy à M. Hortefeux, ordonnant d'expulser 25.000 immigrés par an ? Au chapitre de l'écologie, où est la ligne ? Dans l'interdiction des OGM, à la grande joie de José Bové et au grand dam de la majorité des scientifiques, ou dans la promesse faite par le président aux marins-pêcheurs de remettre en cause les quotas européens sur la pêche, véritable crime contre la mer ?

Enfin, dans le domaine économique : comment concilier les largesses de l'été dernier en direction principale des classes aisées, avec l'aveu, fait un peu plus tard, que les caisses sont vides ? Le mélange de libéralisme et de dirigisme, de politique de l'offre et de la demande, de déréglementation et de protectionnisme donne le tournis. Comme si la France semblait entraînée par son président dans une crise d'adolescence permanente faite d'emballements successifs et contradictoires, d'aspirations vagues et de décisions brusques commandées par l'inspiration du moment. Où vit-on jamais annoncée et discutée la fin de la publicité sur les chaînes publiques ?

On a souvent dit, au printemps dernier, que la longue préparation de Nicolas Sarkozy à ses futures fonctions, la minutie de son programme élaboré par des équipes d'experts, contrastant avec l'improvisation de Ségolène Royal, avaient été pour beaucoup dans son succès. Force est de constater que cette belle machine n'était en réalité qu'un rideau de

fumée qui se dissipe aujourd'hui pour laisser place à une politique capricieuse du bon plaisir.

L'exercice d'un pouvoir personnel marginalisant les institutions de la République est en soi un problème grave. Qu'un tel exercice du pouvoir ne laisse apparaître aucun dessein ferme et cohérent en est un autre, encore plus préoccupant. Personne aujourd'hui, ni au Palais Bourbon, ni à Matignon, ni même à l'Elysée, n'est en état de dire ce qui se passera en France dans les huit jours à venir. Quand l'ouverture devient confusion, la liberté de pensée incapacité de choisir et que l'activisme tourne à l'agitation, alors, le trouble qui s'empare du pays transcende les clivages politiques traditionnels. Qui est donc Nicolas Sarkozy ? Est-il de droite, est-il du centre ? Libéral ou dirigiste ? Est-il un homme d'Etat véritable, ou un épicurien avant tout désireux, selon le mot de Barrès, d'ajouter « un champ nouveau à son expérience » ?

Ces questions, pourtant essentielles, s'effacent devant une sorte d'interrogation préalable : avons-nous élu un caractériel narcissique, un agité compulsif ou seulement un homme victime d'un coup de lune lors de sa prise de fonction ? Dans tous les cas, le déclin et la perte de prestige de la France risquent de s'accroître, donnant au monde l'image d'un pays qui ne sait décidément plus à quel saint se vouer.